



1^{ER} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

**CONSEIL, ACCOMPAGNEMENT,
CREATION, ADAPTATION ET MISE A
JOUR DES SUPPORTS DE
COMMUNICATION DE LA CCI EURE-
ET-LOIR**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Marché n° 202507

Table des matières

1.	OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1	OBJET	3
1.2	ALLOTISSEMENT.....	3
1.3	TYPE D'ACCORD-CADRE.....	3
1.4	CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	3
1.5	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
1.6	NOMENCLATURE	4
2.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
3.	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	4
4.	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
4.1	DUREE DU CONTRAT	5
4.2	DELAIS D'EXECUTION	5
4.3	RECONDUCTION	5
5.	PRIX.....	6
5.1	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	6
5.2	MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
6.	AVANCE	7
6.1	CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	7
6.2	GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	7
7.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
7.1	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	7
7.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
7.3	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT	8
7.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS	9
7.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	9
8.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
9.	DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	9
10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
10.1	VERIFICATIONS.....	9
10.2	DECISION APRES VERIFICATION	10
11.	GARANTIE DES PRESTATIONS.....	10
12.	PENALITES	10
12.1	PENALITES DE RETARD.....	10
12.2	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	10
13.	ASSURANCES.....	10
14.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	10
15.	RESILIATION DU CONTRAT	11
15.1	CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
15.2	CONDITIONS DE RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE	11
15.3	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	11
16.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	12
17.	DEROGATIONS	12

1. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de conseil, d'accompagnement, de création, d'adaptation et de mise à jour des supports de communication de la CCI Eure-et-Loir.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 ALLOTISSEMENT

Les prestations ne sont pas alloties.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.3 TYPE D'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre sans montant minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum pour chaque période d'exécution est le suivant :

Montant maximum € HT
22 000 €

1.4 CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- les délais de livraison (date de début et de fin).

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79822500-7	Services de conception graphique

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).
- Le mémoire technique du candidat.
- Les bons de commande au fur et à mesure de leur émission.

Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
Ce document n'est pas matériellement joint aux pièces du marché.

3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes : Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations. L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

En complément de l'article 5.2 du CCAG et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent contrat.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en

œuvre du présent contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures.

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant des informations saisies.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

L'Entreprise s'engage à respecter les règles de sécurité du travail et à fournir à son personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection nécessité par la nature des travaux à exécuter.

Il y aura lieu de prévoir tous les moyens nécessaires (garde-corps, balises, etc...) à la protection des tiers lors des interventions.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 DUREE DU CONTRAT

L'accord-cadre est conclu à compter de sa notification pour une période initiale de 1 an ou jusqu'à ce que le montant maximum de la période d'exécution soit atteint.

4.2 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le BPU sauf indication contraire fixée dans les bons de commande. Ce sera notamment le cas lors des grands événements nécessitant la production de plusieurs documents.

Une prolongation de ces délais peut être accordée conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI.

4.3 RECONDUCTION

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an ou jusqu'à ce que le montant maximum de la période d'exécution soit atteint. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de reconduction anticipée pour atteinte du montant maximum, le titulaire sera informé par courrier de l'atteinte du montant maximum et de la date de départ de la nouvelle période de reconduction. La date de notification du bon de commande dont le montant entraîne le dépassement du montant maximum de la période d'exécution, vaut date de reconduction anticipée. Le paiement de la facture sera imputé sur la nouvelle période d'exécution.

5. PRIX

5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par des prix unitaires et forfaitaires.

Les prix sont établis hors T.V.A. Ils sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais inhérents au déroulement de la mission et plus particulièrement les frais de déplacement et de séjour, tous les frais de transport et les achats d'iconographie.

5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro " (04/2025).

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P_o \times \frac{PV\ N}{PV\ No}$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial

PV No = Indice au mois « 0 »

PV N = Dernier Indice connu à la date de reconduction du contrat. Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565192.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565192>

Pour chaque bon de commande, la date à prendre en compte pour l'application de la formule de révision est la date réalisation des prestations.

Instructions concernant le calcul de la formule de révision :

- Les indices utilisés sont ceux tels que décrits dans le présent article sans modification ni arrondi.

- La formule de révision est calculée sans arrondi intermédiaire. Le résultat du calcul est le coefficient de révision, il est arrondi au millième supérieur.

6. AVANCE

6.1 CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

7.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le règlement s'effectuera par bon de commande ou par ligne de commande après vérification de la bonne exécution des prestations.

7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Entité de facturation : Chambre de Commerce et d'Industrie
 Client appartenant à l'Etat (OUI) : Etablissement public et administratif
 N° SIRET : 182 800 011 00104
 N° SE (Code du service exécutant) : pas de code service
 N° EJ (Engagement juridique) : pas de n° d'engagement

7.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

7.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

9. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le prestataire cèdera à la CCI Eure-et-Loir l'ensemble des droits patrimoniaux relatifs aux prestations réalisées et s'engage à ne pas en faire un usage commercial.

À l'issue de chaque validation d'outil, le prestataire mettra les fichiers sources à disposition de la CCI.

À la fin du contrat le prestataire restituera l'intégralité des projets et fichiers sources à la CCI Eure-et-Loir.

10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 VERIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

10.2 DECISION APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

11. GARANTIE DES PRESTATIONS

Sans objet.

12. PENALITES

12.1 PENALITES DE RETARD

Par dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

12.2 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 10 % du montant TTC du bon de commande en cours d'exécution au moment où l'infraction est constatée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. L'application d'une pénalité n'exclut pas la résiliation pour faute prévue au CCAG-PI.

13. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14. CLAUDE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs

nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

15. RESILIATION DU CONTRAT

15.1 CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 CONDITIONS DE RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE

En cas de résiliation d'un bon de commande pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra une indemnisation de 2% appliquée au montant du bon de commande concerné hors TVA, diminué du montant hors TVA des prestations admises.

- Si au cours d'une mission le pouvoir adjudicateur constate que la prestation n'est pas réalisée dans les règles de l'art par le titulaire, le pouvoir adjudicateur avertit le titulaire défaillant de ce constat par courrier recommandé avec avis de réception. Si après mise en demeure du pouvoir adjudicateur, le titulaire défaillant ne met pas en œuvre les moyens nécessaires pour réaliser la mission confiée conformément au cahier des charges du présent accord cadre, il peut résilier le bon de commande (la mission) aux torts, frais et risques du titulaire sans indemnisation.

Le titulaire défaillant sera informé de la résiliation de la commande par courrier recommandé avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié

immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17. DEROGATIONS

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG – Prestations Intellectuelles

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – Prestations Intellectuelles